

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE FINANCIERE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REUNION « Sofider »

Société anonyme au capital de 40 000 000 €
Siège social : 3, rue Labourdonnais, 97477 Saint-Denis Cedex
314 539 347 R.C.S. Saint-Denis. – APE 6492 Z

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 2018**I. — Bilan au 31 décembre 2017**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2017	2016
Caisses, banques centrales		2	3
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.1	43 177	9 536
Opérations avec la clientèle *	3.2	771 422	650 787
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	1 140	1 140
Participations et autres titres détenus à long terme	3.4	0	2
Parts dans les entreprises liées	3.4	551	557
Immobilisations incorporelles	3.5		
Immobilisations corporelles	3.5	711	781
Autres actifs	3.6	5 929	37 154
Comptes de régularisation	3.7	3 992	3 357
Total de l'actif		826 924	703 317

* A compter de l'exercice 2017 l'encours des prêts Murabaha a été comptabilisé dans la rubrique « Opérations avec la clientèle » au lieu de « débiteurs divers ».

Passif	Notes	2017	2016
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	632 609	530 653
Opérations avec la clientèle	3.2	5 891	4 374
Autres passifs	3.6	2 801	1 015
Comptes de régularisation	3.7	27 396	18 740
Provisions	3.8	3 756	4 101
Dettes subordonnées	3.11	18	18
Capitaux propres et assimilés	3.9	154 453	144 416
Capital souscrit		40 000	40 000
Primes d'émission		5 224	5 224
Réserves		16 591	16 591
Ecart de réévaluation			
Subventions et fonds publics affectés		10 625	10 643
Report à nouveau		71 958	62 858
Résultat de l'exercice (+/-)		10 055	9 099
Total du passif		826 924	703 317

Hors bilan	Notes	2017	2016
Engagements donnés			
Engagements de financement	4.1	35 936	23 589
Engagements de garantie	4.1	13 692	14 242
Engagements sur titres			
Engagements reçus			
Engagements de financement	4.1		30 000
Engagements de garantie	4.1	553 904	527 233
Engagements sur titres			

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	Notes	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	5.1	28 889	29 879
Intérêts et charges assimilées	5.1	-11 319	-12 038
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples			
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples			
Revenus des titres à revenu variable	5.2	3	3
Commissions (produits)	5.3	1 706	1 538
Commissions (charges)	5.3	-18	-16
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.4		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.4		
Autres produits d'exploitation bancaire	5.5	446	136
Autres charges d'exploitation bancaire	5.5	-45	-128
Produit net bancaire		19 662	19 373
Charges générales d'exploitation	5.6	-6 168	-6 016
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-102	-103
Résultat brut d'exploitation		13 392	13 254
Coût du risque	5.7	916	582
Résultat d'exploitation		14 308	13 836
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.8		
Résultat courant avant impôt		14 308	13 836
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	5.9	-4 253	-4 737
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		10 055	9 099

III. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

Bénéfice net de l'exercice	10 054 672,81 €
Report à nouveau	71 957 564,16 €
Soit un bénéfice distribuable de	82 012 236,97 €
Distribution d'un dividende de 208,47 € à chacune des 196 700 actions composant le capital.	
Le solde soit	41 006 187,97
est reporté à nouveau	

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que sur les exercices 2014, 2015 et 2016 aucun dividende n'a été distribué.

IV. – Annexe des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice 2017 sont consolidés au sein de la BRED située au N°18, Quai de la Rapée 75012 Paris. Ils présentent les caractéristiques suivantes (En milliers d'euros.) :

Total du bilan avant répartition du résultat	826 924
Encours crédit à la clientèle	771 422
Capitaux propres et fonds publics affectés	154 453
PNB	19 662
Coût du risque	916
Résultat net	10 055

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. – Faits marquants de l'exercice

Aucun.

II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. – Généralités

Les états financiers de la Sofider (Groupe BRED) sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et aux règlements du Comité de la Réglementation Comptable, notamment le règlement ANC 2014-07 relatif à la présentation des états financiers.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros avec un comparatif sur deux exercices, le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016.

B. – Changement de méthode comptable

Néant.

C. – Opérations avec la clientèle

Les prêts figurent au bilan pour leur montant (y compris les créances rattachées) après dépréciations constituées en vue de faire face à un risque de non recouvrement (cf. note 3.2.1).

Les principaux types de prêts accordés par la Sofider sont :

- crédits de trésorerie, d'équipement, et immobiliers aux entreprises et professionnels ;
- crédits de trésorerie et immobiliers aux particuliers.

Les intérêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leur montant couru, échu et non échu, calculé prorata temporis.

Conformément au règlement ANC 2014-07 les frais dossiers perçus liés à l'octroi des crédits sont étalés sur la durée de vie des contrats.

La méthode de dépréciations des créances douteuses est effectuée par typologie de nature de crédit et des garanties spécifiques y afférentes.

D. – Titres de placement

Conformément au règlement ANC 2014-07, les règles suivantes sont applicables en fonction de la finalité de l'opération :

- les titres de placement sont enregistrés à la date d'acquisition, au prix d'achat. Il s'agit d'actions ou de parts sociales de société ;
- les moins-values latentes déterminées par la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité font l'objet d'une dépréciation ligne à ligne sans compensation avec les plus-values latentes constatées.

E. – Parts dans les entreprises liées

Titres de participation

Conformément au règlement ANC 2014-07, il s'agit des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice, ou d'en assurer le contrôle.

F. – Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût historique (prix d'achats et frais accessoires) net de TVA récupérable.

Les amortissements sont pratiqués selon les normes du groupe.

G. – Provisions de passif

Conformément au règlement ANC 2014-03, il s'agit de provisions afférentes à une obligation à l'égard d'un tiers, susceptibles d'entraîner une sortie de ressources sans contrepartie (cf. tableau en note 3.8.2).

Provisions pour risques 2 510 K€ cf. note 3.8.2

Ces provisions correspondent à des estimations de charges à payer dans le cadre de procédures juridiques et contentieuses.

Risques clients	2 098
Risques divers	412
	2 510

Provisions collectives 1 247 K€

Une provision collective pour risque sur les crédits sains au passif du bilan est évaluée selon les paramètres et les classes de risque bâlois.

H. – Engagements de financement

Les engagements de financement donnés enregistrent les montants restant à verser au titre des conventions de prêts signées avec la clientèle et l'engagement de financement reçu de la BRED.

I. – Engagements de garantie

Les engagements donnés de garantie d'ordre de la clientèle enregistrent :

- les garanties financières d'achèvement accordées aux promoteurs immobiliers ;
- les cautions bancaires données aux fournisseurs dans le cadre de ces opérations immobilières ;
- les contre-garanties données aux co-baillleurs sur le financement de crédit-bail ;
- autres engagements par signature (cautions diverses)

Les engagements de garantie reçus enregistrent principalement les engagements reçus d'établissements de crédits, fonds de garantie et de la clientèle pour garantir les prêts accordés par la Sofider.

J. – Événements postérieurs à la clôture

Néant.

III. – Notes sur le bilan**3.1. – Opérations interbancaires**

Actif (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires	43 177	9 536
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour		
Valeurs non imputées		
Créances à vue	43 177	9 536
Comptes et prêts à terme		
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs et titres reçus en pension à terme		
Créances à terme		
Créances rattachées		
Total	43 177	9 536
Passif (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées à vue		
Dettes à vue	0	0
Comptes et emprunts à terme	630 368	528 400
Valeurs et titres donnés en pension à terme		
Dettes rattachées à terme	2 241	2 253

Dettes à terme	632 609	530 653
Total	632 609	530 653

3.2.1. – Opérations avec la clientèle

Créances sur la clientèle

Actif (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales	721 125	605 361
Crédits de trésorerie *	80 567	15 256
Crédits à l'équipement	149 371	138 879
Crédits à l'habitat	275 861	249 757
Crédits à l'habitat PTZ	49 144	43 248
Crédits à l'habitat social	166 182	158 221
Créances rattachées encours sains	1 323	1 367
Prêts à la clientèle financière	50	56
Comptes ordinaires débiteurs	8 077	5 003
Valeurs non imputées	70	31
Créances douteuses	69 649	70 346
Dépréciations des créances sur la clientèle	-28 872	-31 377
Total	771 422	650 787

* Reclassement de l'encours Murabaha en crédits de trésorerie en 2017

Dettes vis-à-vis de la clientèle

Passif (En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	1 456	348
Dépôts de garantie	2 046	2 213
Autres sommes dues	2 389	1 813
Dettes rattachées		
Total	5 891	4 374

(1) Détail autres comptes et emprunts auprès de la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2017			31/12/2016		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 456		1 456	348		348
Emprunts auprès de la clientèle financière (1)						
Valeurs et titres donnés en pension livrée						
Autres comptes et emprunts						
Total	1 456	0	1 456	348	0	348

3.2.2. – Opérations avec la clientèle - Répartition des encours de crédit par agents économiques

(En milliers d'euros.)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	151 963	25 779	-13 237	18 058	-11 948
Entrepreneurs individuels	37 054	7 138	-2 585	3 874	-1 816
Particuliers	524 814	36 732	-13 050	17 922	-9 505
Administrations privées	7 294				
Administrations publiques et sécurité sociale					
Autres					
Total au 31 décembre 2017	721 125	69 649	-28 872	39 854	-23 269
Total au 31 décembre 2016	605 361	70 346	-31 377	42 257	-25 602

3.3.1. – Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenus fixes et variables*Portefeuille titres*

(En milliers d'euros.)	31/12/2017					31/12/2016				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Montants bruts		1 626			1 626		1 626			1 626
Créances rattachées										
Dépréciations		-486			-486		-486			-486
Actions et autres titres à revenu variable		1 140			1 140		1 140			1 140
Total		1 140			1 140		1 140			1 140

Effet publics, obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros.)	31/12/2017				31/12/2016			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Titres cotés				0				0
Titres non cotés				0				0
Titres prêtés				0				0
Titres empruntés				0				0
Créances douteuses				0				0
Créances rattachées				0				0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0
Dont titres subordonnés				0				0

Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	31/12/2017				31/12/2016			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés								
Titres non cotés			1 626	1 626			1 626	1 626
Créances rattachées								
Total		1 626		1 626		1 626		1 626

3.4.1. – Evolution des titres de participation et assimilés*Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres à long terme*

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2017
Participations et autres titres détenus à long terme	2		2			0
Parts dans les entreprises liées	3 068		6			3 062
Valeurs brutes	3 070	0	8			3 062
Participations et autres titres à long terme						
Parts dans les entreprises liées	2 512					2 512
Dépréciations	2 512					2 512
Total	559	0	8			551

3.4.2. – Tableau des filiales et participations*Titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres à long terme*

Filiales et participations	Capital 31/12/2017	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2017	Quote-part du capital détenue (En %.) 31/12/2017	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2017	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société					

astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50%) Labourdonnais SARL	551	500	100,00 %	3 062	551
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)					
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)					
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations					
Participations dans les sociétés françaises					
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

Filiales et participations	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2017	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2017	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2017	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2017	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2017
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50%) Labourdonnais SARL		0	509	-54	0
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)					
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)					
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations					
Participations dans les sociétés françaises					
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

3.5.1. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Droits au bail et fonds commerciaux	1 902				1 902
Logiciels	0				0
Autres	2 680				2 680
Valeurs brutes	4 582	0	0	0	4 582
Droits au bail et fonds commerciaux					
Logiciels					
Autres	-2 680				-2 680
Dépréciations	-1 902				-1 902
Amortissements et dépréciations	-4 582	0	0	0	-4 582
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0

3.5.2. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Terrains	74				74
Constructions	3 518				3 518
Agencements d'exploitation	319	32	5		346
Autres matériels d'exploitation	17		1		16
Constructions hors d'exploitation	418				418
Agencements hors d'exploitation	16		1		15
Immobilisations corporelles d'exploitation	3 928	32	6	0	3 954
Immobilisations hors exploitation	434	0	1	0	433
Valeurs brutes	4 362	32	7	0	4 387
Constructions	-2 987	-71			-3 058
Agencements d'exploitation	-150	-29	5		-174
Autres matériels d'exploitation	-16	0	1		-15
Constructions hors d'exploitation	-418				-418
Agencements hors d'exploitation	-10	-1	1		-10
Immobilisations corporelles d'exploitation	-3 153	-101	6	0	-3 248
Immobilisations hors exploitation	-428	-1	1	0	-428
Amortissements et dépréciations	-3 581	-102	7	0	-3 676
Total valeurs nettes	781	-70			711

3.6. – Autres actifs et autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales (1)	5 206	6	3 730	461
Dépôts de garantie versés et reçus	47		63	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers (2)	676	2 796	33 361	554
Total	5 929	2 801	37 154	1 015
(1) Dont crédit d'impôt PTZ	4 713		3 730	
(1) Dont impôt sur les sociétés	493			461
(2) Dont dossiers Murabaha			31 738	

3.7. – Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes et frais d'émission				
Charges / produits constatés d'avance (1)	3 160	24 619	2 996	17 766
Produits à recevoir / Charges à payer	69	726	60	622
Valeurs à l'encaissement	763	2 051	301	352
Autres				
Total	3 992	27 396	3 357	18 740
(1) Dont impôt différé PTZ	3 159		2 996	
(1) Dont produits constatés d'avance PTZ		13 136		11 903
(1) Dont produits constatés d'avance Murabaha		11 481		5 863

3.8.1. – Détail des provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2017
Provisions pour risques de contrepartie	3 689	42	-387	0	0	3 344
Provisions pour engagements sociaux	0	0	0	0	0	0
Provisions pour PEL/CEL						
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Portefeuille titres et instruments financiers à terme						
Immobilisations financières						
Promotion immobilière						
Provisions pour impôts	412	0				412
Autres						
Autres provisions pour risques	412		0	0	0	412
Provisions pour restructurations informatiques						
Autres provisions exceptionnelles						
Provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
Total	4 101	42	-387	0	0	3 756

3.8.2. – Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	Dotations	Reprises	Utilisations	31/12/2017
Dépréciations sur créances sur la clientèle	31 378	6 168	-7 212	-1 462	28 872
Dépréciations sur autres créances	1 333		-163		1 170
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	32 711	6 168	-7 375	-1 462	30 042
Provisions sur engagements hors bilan	80		-80		0
Provisions collectives	1 344		-97		1 247
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	2 265	42	-209		2 098
Autres provisions	412				412
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	4 101	42	-386	0	3 757
Total	36 812	6 210	-7 761	-1 462	33 799

3.9. – Capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2015	40 000	5 224	30 475	55 439	7 419	138 557
Mouvements de l'exercice			-3 241	7 419	1 680	5 858
Total au 31 décembre 2016	40 000	5 224	27 234	62 858	9 099	144 416
Impact changement de méthode						
Affectation résultat 2016				9 099	-9 099	
Distribution de dividendes						
Augmentation de capital						
Autres mouvements			-18			-18
Résultat de la période					10 055	10 055
Total au 31 décembre 2017	40 000	5 224	27 216	71 957	10 055	154 453

3.10. – Durée résiduelle des emplois et ressources

(En milliers d'euros.)	31/12/2017						Total
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	
Effets publics et valeurs assimilées	43 177						43 177
Créances sur les établissements de crédit	33 263	10 518	47 505	229 716	450 420		771 422
Opérations avec la clientèle							
Obligations et autres titres à revenu fixe							
Opérations de crédit-bail et de locations simples							
Total des emplois	76 440	10 518	47 505	229 716	450 420	0	814 599
Dettes envers les établissements de crédit	32 294	3 653	98 177	332 421	166 064		632 609
Opérations avec la clientèle	2 951	13	57	2 322	548		5 891
Dettes représentées par un titre							
Dettes subordonnées							
Total des ressources	35 245	3 666	98 234	334 743	166 612	0	638 500

3.11. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel	18	18
Dettes rattachées		
Total	18	18

IV. – Notes sur le hors-bilan

4.1.1. – Engagements reçus et donnés - Engagements de financement

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit	0	0
Ouverture de crédits documentaires		
Autres ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements		
En faveur de la clientèle	35 936	23 589
Total des engagements de financement donnés	35 936	23 589
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit		30 000
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus	0	30 000

4.1.2. – Engagements reçus et donnés - Engagements de garantie

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
D'ordre d'établissements de crédit	0	0
Cautions immobilières		
Cautions administratives et fiscales		
Autres cautions et avals donnés		
Autres garanties données	13 692	14 242
D'ordre de la clientèle	13 692	14 242

Total des engagements de garantie donnés	13 692	14 242
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	130 650	125 502
Autres engagements reçus	423 254	401 731
Total des engagements de garantie reçus	553 904	527 233

V. – Notes sur le compte de résultat

5.1. – Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit		-11 319	-11 319		-12 038	-12 038
Opérations avec la clientèle	28 889		28 889	29 879		29 879
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Dettes subordonnées						
Autres						
Total	28 889	-11 319	17 570	29 879	-12 038	17 841

5.2. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017	Exercice 2016
Actions et autres titres à revenu variable	3	3
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Total	3	3

5.3. – Commissions

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire		-5	-5		-6	-6
Opérations avec la clientèle	880		880	836		836
Opérations sur titres						
Moyens de paiement			0			0
Opérations de change						
Engagements hors bilan	441		441	397		397
Prestations de services financiers	373	-13	360	305	-10	295
Activités de conseil						
Autres commissions (1)	12		12			
Total	1 706	-18	1 688	1 538	-16	1 522

5.4. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	0		0	0		0
Dotations			0			0
Reprises			0	0		0
Résultat de cession			0	0		0
Autres éléments						
Total	0	0	0	0	0	0

5.5. – Autres et produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun						
Refacturations de charges et produits bancaires	25		25	42		42
Activités immobilières	43		43	43		43
Prestations de services informatiques						
Autres activités diverses						
Plus-value sur cession stock bien				23		23
Autres produits et charges	378	-45	333	28	-128	-100
Total	446	-45	401	136	-128	8

5.6. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et taxes	-314	-347
Autres charges générales d'exploitation	-6 096	-5 911
Charges refacturées	242	242
Total	-6 168	-6 016

5.7. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017					Exercice 2016				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Interbancaires										
Clientèle	-6 086	8 126	-1 477	13	576	-5 578	7 254	-1 476	4	204
Provision collectives		97			97		378			378
Titres et débiteurs divers		163			163					0
Provisions										
Engagements hors bilan		80			80					0
Provisions pour risque clientèle					0					0
Autres										
Total	-6 086	8 466	-1 477	13	916	-5 578	7 632	-1 476	4	582

5.8. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017				Exercice 2016			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations								
Dotations *				0				0
Reprises				0				0
Résultat de cession	0			0	0			0
Total	0			0	0		0	0

5.9.1. – Impôt sur les sociétés

Détail des impôts sur le résultat 2017

(En milliers d'euros.)		Exercice 2017	
Bases imposables aux taux de	33,33 %	19 %	15 %
Au titre du résultat courant	14 308	-	
Au titre du résultat exceptionnel			
Imputation des déficits		-	
Bases imposables	12 899	-	
Impôt correspondant	4 299		
+ Contributions 3,3 %	117		
+ Majoration de 10,7 % (loi de Finances rectificative 2014)	-		
- Déductions au titre des crédits d'impôts			
Impôt comptabilisé	4 416		
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	-		
Provisions pour impôts	-		
Total	4 416		
Impôt société comptabilisé	4 416		
Impôt société ID PTZ	-163		
	4 253		

5.9.2. – Détail du résultat fiscal de l'exercice - passage du résultat comptable au résultat fiscal

(En milliers d'euros.)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net comptable (A)	10 055	9 099
Impôt social (B)	4 416	4 909
Réintégrations (C)	3 251	4 080
Dépréciations sur actifs immobilisés		
Autres dépréciations et provisions	988	2 057
Dotation FRBG		
OPCVM		
Moins-values régime long terme et exonérées		
QP bénéfiques sociétés de personnes ou GIE		
Divers	2 263	2 023
Déductions (D)	4 823	3 757
Plus-values long terme exonérées		
Reprises dépréciations et provisions	3 049	2 112
Dividendes		
Reprise FRBG		
Quote-part pertes sociétés de personnes ou GIE		
Amortissement frais acquisition		
Frais de constitution		
Divers	1 774	1 645
Base fiscale à taux normal (A)+(B)+(C)-(D)	12 899	14 331

5.10. – Répartition de l'activité

(En milliers d'euros.)	Activités	
	Exercice 2017	Exercice 2016
Produit net bancaire	19 662	19 373
Frais de gestion	-6 270	-6 119
Résultat brut d'exploitation	13 392	13 254
Coût du risque	916	582
Résultat d'exploitation	14 308	13 836
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	14 308	13 836

VI. – Autres informations

6.1. – Honoraires des commissaires aux comptes

Montants (En milliers d'euros.)	Total				PricewaterhouseCoopers Audit				KPMG			
	2017		2016		2017		2016		2017		2016	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit												
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés (2)	95	100 %	95	100 %	49	52 %	49	52 %	46	48 %	46	48 %
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	95	100 %	95	100 %	49	52 %	49	52 %	46	48 %	46	48 %
Variation (%)	0 %				0 %				0 %			

V. — Tableau des résultats des 5 derniers exercices

	2013	2014	2015	2016	2017
I - Situation financière en fin d'exercice					
Capital social libéré	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Capital social non libéré					
Nombre d'actions émises	196 700	196 700	196 700	196 700	196 700
Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaire hors taxes (PNB)	18 733 994	18 820 682	20 315 781	19 373 126	19 661 453
Résultat avant impôt, amortissements, provisions	12 129 337	10 705 566	10 550 733	11 220 272	11 396 561
Impôt sur les sociétés	5 123 258	3 952 510	4 182 505	4 737 320	4 253 001
Résultat après impôt, amortissements, provisions	8 013 833	6 677 022	7 419 234	9 099 068	10 054 673
Montant des bénéfices distribués					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
Résultat après impôt mais avant amortissements et provisions	36	34	32	33	36
Résultat après impôt, amortissements et provisions	41	34	38	46	51
Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
IV - Personnel					
Nombre de salariés (ramené à 12 mois de travail)					
Montant de la masse salariale (y compris stagiaires)					
Montant versé au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Régimes complémentaires de Prévoyance, Œuvres Sociales etc...)					

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sofider relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé n° 1 : Cycles : Risque de crédit associé aux encours de financement de crédit commercial

Risque identifié

Sofider est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Sofider constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle ou collective. Elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des paramètres tenant compte de situations macroéconomiques susceptibles d'affecter les portefeuilles de crédits sensibles.

Ces provisions constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction notamment au regard des financements mis en place et structurés par Sofider pour des clients en Métropole et à la Réunion. En effet, L'évaluation des dépréciations associées aux financements peut s'avérer complexe lorsqu'il s'agit de financements ingénierie dans des secteurs économiques aux perspectives incertaines ou dégradées.

Nous avons considéré que les financements de crédit commercial constituent un point clé d'audit compte tenu de la complexité :

- de l'identification des expositions (ou groupes d'exposition homogènes) présentant un risque de non recouvrement ;
et
- de la détermination des flux futurs recouvrables y compris la valeur des garanties et collatéraux associés à ces financements.

Notre réponse

Nous avons pris connaissance du dispositif mis en place par la direction pour identifier les créances à déprécier et évaluer le montant des dépréciations enregistrées.

Nous avons testé la correcte application des procédures de contrôle interne mises en œuvre par la banque tout au long du processus pour la revue annuelle des portefeuilles, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des encours sensibles et l'évaluation des dépréciations et les rapprochements comptabilité/gestion.

Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés de la banque responsables du suivi des créances sensibles ou dépréciées.

S'agissant des provisions estimées sur base collective, nos travaux ont consisté à :

- examiner les calculs de provisions collectives en lien avec nos experts en modélisation des risques de crédit - nous avons en particulier pris connaissance des évolutions méthodologiques impactant le modèle de provisionnement collectif du groupe BPCE avec l'appui du collège des auditeurs de l'organe central ;
- comparer le montant de la provision collective calculé avec celui comptabilisé et examiner les ajustements réalisés par la direction le cas échéant.

S'agissant des dépréciations calculées individuellement :

- nous avons apprécié les estimations retenues pour les contreparties les plus significatives ;
- sur base d'un échantillon nous avons apprécié le niveau de provisionnement au regard des éléments sous-tendant des dossiers de crédit et les principales hypothèses retenues pour apprécier les flux de recouvrements attendus notamment au regard de la valorisation des collatéraux.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Sofider par l'Assemblée générale du 28 décembre 2005 pour le cabinet KPMG et du 28 juillet 2005 pour le cabinet PwC.

Au 31 décembre 2017, le cabinet KPMG était dans la 13^e année de sa mission sans interruption et le cabinet PwC dans la 13^e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris-La Défense, le 11 mai 2018
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Montillot

KPMG SA
Ulrich Sarfati

VI. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social.